

Éditorial.

Où en est le Brésil ?

Béatrice Giblin

Plus de 4000 morts par jour début avril, plus de 350 000 morts depuis le début de la pandémie, ce qui classe le Brésil au deuxième rang mondial derrière les États-Unis pour le nombre de morts de la Covid-19, des manifestations pour réclamer le début de la campagne de vaccination qui a démarré après celles des États-Unis et de l'Europe, des déclarations stupéfiantes du président Bolsonaro montrant son déni de la réalité sanitaire : « La pandémie arrive à sa fin. Les chiffres l'ont montré. Nous avons actuellement une petite augmentation, ce qui s'appelle un petit rebond » (entretien avec son fils, le député Eduardo Bolsonaro 20 décembre 2020) ou sa méfiance envers le vaccin : « Dans le contrat de Pfizer, c'est très clair : "Nous ne sommes pas responsables de quelconques effets secondaires." Si tu te transformes en crocodile, c'est ton problème », ou encore « Arrêtez de geindre !... Vous allez pleurer jusqu'à quand ? » (5 mars 2021).

Cette gestion de l'épidémie rappelle, en pire, celle de Donald Trump, qui, lui, a au moins pu financer la recherche d'un vaccin en allouant 11 milliards de dollars pour la recherche, le développement et l'achat de doses, ce qui permet une campagne de vaccination très active dont les premiers signes positifs, sans doute associés aussi à un meilleur respect des gestes barrières et du port du masque, apparaissent dès le mois de février avec un ralentissement des contaminations.

Cependant, faisant fi des réticences du président, la Cour suprême a rendu la vaccination contre la Covid-19 obligatoire, mais non « forcée ». Preuve que les institutions résistent encore aux fougades du président brésilien.

Jair Bolsonaro, on le sait, est un fervent admirateur de Donald Trump. Comme pour celle de Trump, son élection, en 2018, a été une surprise. Un an avant l'élection présidentielle, personne, ou presque, ne pensait que ce capitaine de réserve,

député fédéral depuis 1990 sous l'étiquette du Parti démocrate-chrétien et plutôt discret serait élu (sous l'étiquette du Parti social-libéral, qu'il a quitté depuis) avec plus de 55 % des voix contre le candidat du Parti des travailleurs, Fernando Haddad. En effet ses prises de position à l'égard des femmes, des homosexuels, des Noirs et des peuples indigènes, sans parler d'une certaine nostalgie pour la dictature militaire, autant de marqueurs d'une candidature d'extrême droite, semblaient ne pouvoir séduire une majorité d'électeurs. C'était sans compter sur le puissant rejet du Parti des travailleurs, accusé de corruption et de n'avoir pas eu l'audace de rompre avec les grands groupes économiques et financiers. Dans le contexte de l'emprisonnement de Lula da Silva pour corruption, de la destitution de Dilma Rousseff accusée de manipulations comptables pour masquer l'ampleur du déficit budgétaire, beaucoup d'électeurs de gauche déçus se sont abstenus d'autant plus que le candidat du PT a été désigné trop tardivement pour mobiliser les électeurs. Son discours anti-système (alors qu'il est élu au Parlement fédéral depuis vingt-huit ans...) trouve un écho chez les électeurs dégoûtés des pratiques politiciennes et son conservatisme sociétal, son anticommunisme, son autoritarisme séduisent l'électorat de droite. Le taux de criminalité très élevé accrédite aussi son discours musclé sur la nécessité d'une politique répressive contre l'insécurité. Sa politique dans ce domaine a d'ailleurs rencontré quelques succès et a contribué à accroître sa popularité dans les milieux les plus touchés par la criminalité (voir l'article de Nicolas Dolo et Bruno Racouchot)

Si le Brésil connaissait avant l'élection de Jair Bolsonaro une grave crise économique, ces difficultés n'entamaient pas son crédit international tant en Amérique latine que dans le reste du monde, en particulier dans le domaine de sa politique environnementale. Or il n'en est plus de même aujourd'hui. En effet le président brésilien, suivant aussi en cela Donald Trump, nie le réchauffement climatique et prend le contre-pied de la politique environnementale brésilienne initiée dans les années 1970 et qui avait connu une accélération au début des années 2000 avec la ministre de l'environnement Marina Silva, du premier gouvernement Lula. Cette ancienne syndicaliste et militante de longue date pour la préservation de l'Amazonie a démissionné en 2008 à cause de la résistance croissante des grands intérêts économiques et financiers à sa politique – une critique implicite à la bienveillance de Lula pour ces intérêts. Avec l'élection de Jair Bolsonaro, deux ans ont suffi pour faire régresser très fortement les politiques environnementales et amérindiennes du Brésil (augmentation des incendies de forêt surtout dans l'Amazonie, suspension du démarquage des territoires autochtones, projet de loi pour ouvrir les zones protégées à l'exploitation minière et agricole, budget restreint des agences environnementales reprises en main par les militaires, meurtres impunis de sept chefs autochtones en 2019, etc.) perdant ainsi toute crédibilité internationale dans le bien-fondé de sa politique de souveraineté nationale sur ses ressources naturelles (voir l'article de Nelí Aparecida de Mello-Théry).

La situation est suffisamment grave pour que le chef Raoni Matuktire, célèbre pour son plateau labial, demande à la Cour pénale internationale d'enquêter pour crimes contre l'humanité contre le président brésilien, accusé de persécuter les peuples autochtones en détruisant leur habitat et bafouant leurs droits fondamentaux. « Depuis son investiture [en janvier 2019], la destruction de la forêt amazonienne s'est accélérée sans commune mesure : augmentation de la déforestation de 34,5 % en un an, taux d'assassinat de leaders autochtones le plus élevé depuis ces onze dernières années, effondrement et menaces des agences environnementales... », résume la plainte du chef du peuple Kayapo et du cacique Almi Surui. Ils sont soutenus par des dizaines d'ONG locales et internationales, des institutions internationales et par des scientifiques spécialistes du climat¹. Par cette plainte à la CPI, les Amérindiens d'Amazonie cherchent un soutien international afin de résister à cette politique agressive sous-tendue par une idéologie politique et religieuse hostile à la notion de multiculturalisme et à la pluralité des modes de vie, et par des lobbies économiques qui veulent exploiter les ressources naturelles des territoires amérindiens. Jusqu'ici les institutions judiciaires, par le respect de leurs droits légaux, ont permis de les protéger mais de nouvelles nominations de juges conservateurs pourraient modifier la situation (voir l'article de François-Michel Le Tourneau).

Autre marque du désintérêt du gouvernement pour la protection de l'environnement, la reprise des travaux pour achever la route transamazonienne. Celle-ci est l'aménagement emblématique du difficile maintien du délicat équilibre entre respect du milieu naturel et des Amérindiens, d'une part, et mise en valeur de ces terres aux densités si faibles et aux ressources naturelles potentiellement si grandes. Voici cinquante ans que sa construction a débuté, longue de plus de 4000 km, elle devait relier les régions du Nordeste à l'Amazonie. Cet équipement, commencé dans les années 1970 sous la dictature, devait permettre l'occupation du territoire, son exploitation et l'accroissement de la population. La route a été laissée pendant plusieurs années à l'abandon et n'est souvent qu'une piste non asphaltée, praticable quand il ne pleut pas, ce qui est rare sous ce climat équatorial. La reprise de sa construction entraînera inexorablement une accélération de la déforestation, ce qui suscite l'hostilité des écologistes mais ceux-ci savent aussi que la population qui vit à proximité de la route souhaite qu'elle soit achevée et asphaltée afin de pouvoir aller vendre leur production dans les villes voisines. Trouver un consensus est donc impératif (voir l'article de Thiago Oliveira Neto).

1. Anne Vigna, « Cacique Raoni : Bolsonaro a toujours incité à la violence contre nous », LeMonde.fr, 23 janvier 2021, <www.lemonde.fr/international/article/2021/01/23/cacique-raoni-bolsonaro-a-toujours-incite-a-la-violence-contre-nous_6067348_3210.html>.

Faut-il rappeler qu'il n'y a pas si longtemps le Brésil était vu comme un des quatre grands pays émergents, membre du fameux groupe des BRIC², dont on ne parle plus guère désormais. La Chine est en effet largement sortie de ce groupe pour rejoindre celui des puissances mondiales, au deuxième rang derrière les États-Unis, avant probablement d'en devenir, dans un avenir proche, la première, objectif clairement affiché par le président du Parti communiste chinois Xi Jinping. Aussi les relations entre la Chine et le Brésil connaissent-elles désormais quelques tensions. La collaboration et la dépendance mutuelle des années 1990 se sont en effet transformées en une relation asymétrique : la Chine est le principal partenaire économique du Brésil auquel elle achète des matières premières qu'elle pourrait se procurer ailleurs, tandis que le Brésil achète à la Chine des produits manufacturés dans lesquels la haute technologie est de plus en plus présente, produits qu'il ne pourrait se procurer dans les mêmes conditions ailleurs (voir l'article d'Aniel Lima et Lucas Coutinho). Bolsonaro, une fois encore comme Donald Trump, accuse la Chine d'être responsable des difficultés économiques de son pays quand elles sont pour partie le résultat de sa propre politique.

Alors qu'en septembre 2020 la cote de popularité de Bolsonaro atteignait 40 %, en mars 2021 elle était de 22 % (sondage réalisé par le même institut Datafolha). Chute importante en quelques mois mais, compte tenu de sa gestion calamiteuse de l'épidémie, on peut s'étonner que Bolsonaro ait encore le soutien d'un tiers des Brésiliens et ce d'autant plus qu'a pris fin l'aide économique (100 euros par mois) versée d'avril à décembre 2020 à 68 millions de Brésiliens (près d'un tiers de la population) pour faire face aux conséquences de l'épidémie.

Or celle-ci a fortement aggravé les inégalités économiques et sociales dans un pays où elles sont déjà très marquées (voir l'article d'Hervé Théry).

Par quelles forces économiques et sociales le président Bolsonaro est-il encore soutenu ? Son programme s'appuyait, sur « trois B » : *Boi* (le bœuf) désignant l'élevage bovin, emblématique des succès de l'agronégoce ; *Biblia* (la Bible) représentant les mouvements « évangéliques » (protestants pentecôtistes) ; *Bala* (les armes) représentant, d'une part, l'armée et, d'autre part, les groupes favorables à l'usage privé des armes et à une politique sécuritaire démonstrative en réponse aux violences urbaines et rurales. L'armée, par le nombre de ministres issus de ses rangs (huit des vingt-deux ministres), et celui de militaires nommés à des postes de haut niveau du gouvernement par le Président, a retrouvé un rôle majeur dans la gouvernance du pays, rôle qu'elle a souvent eu depuis l'indépendance du Brésil (voir l'article de Wanderley Messias da Costa). Mais la contestation de plus en plus forte

2. L'acronyme BRIC (puis BRICS avec l'ajout de l'Afrique du Sud) date de 2001, créé par Jim O'Neil, économiste en chef chez Goldman Sachs.

de la gestion inique de l'épidémie conduit l'institution militaire à prendre quelque distance avec le Président, comme l'a montré la démission, pour protester contre le changement de ministre de la Défense, des officiers commandant la marine, l'armée et l'armée de l'air le 30 mars, fait inédit dans l'histoire du pays.

Les évangéliques sont toujours parmi ses soutiens fidèles, puisque Jair Bolsonaro est un pourfendeur de l'homosexualité, de l'avortement, un défenseur de la famille traditionnelle et des valeurs de l'Église. Cependant, certains de leurs leaders n'apprécient guère de ne pas bénéficier de nominations importantes, comme le ministère de l'Éducation pour contrôler les programmes enseignés et s'assurer que la théorie du genre en serait exclue mais non le créationnisme dans lequel croient des familles évangéliques. Le poids des Églises évangéliques au Brésil est connu, en revanche ce qui l'est moins c'est le développement du renouveau charismatique catholique qui reprend les pratiques liturgiques et organisationnelles des Églises évangéliques en communautés autonomes au sein même de l'Église catholique (voir l'article de Marion Aubrée).

En soutien indéfectible à Jair Bolsonaro il reste les grands entrepreneurs de l'agronégoce qui occupe une place majeure dans l'économie brésilienne (plus de 20 % du PIB et 30 % des emplois), ce qui donne à ses entrepreneurs un poids politique indéniable et de solides appuis au sein des institutions brésiennes, tant dans le gouvernement qu'au Congrès (voir l'article de Céline Broggio et Martine Droulers). Il se pourrait bien que ces vents favorables soient contrariés par l'annulation des condamnations par les tribunaux du Paraná de Lula da Silva par la Cour suprême, nouvelle preuve de la solidité des institutions judiciaires (ou de n'avoir pas encore réussi à en prendre le contrôle par des nominations appropriées...). C'est à gauche à ce jour le seul adversaire, malgré son âge, soixante-quinze ans, capable de battre le président Bolsonaro.

Enfin il nous a semblé nécessaire de faire le point sur Brasília, capitale géopolitique comme la définit Hervé Théry dans son article qui fait le point sur cette ville emblématique créée en 1960 par les gouvernants de l'époque qui voulaient recentrer le développement du pays jusqu'alors limité au littoral atlantique. Cet objectif est en partie atteint, par contre celui d'être la « vitrine » de l'urbanisme moderne et de l'harmonie sociale est bousculé par une croissance démesurée.

Ce numéro a d'ailleurs été réalisé avec la collaboration étroite d'Hervé Théry comme le montre le sommaire. *Hérodote* a bénéficié de sa connaissance remarquable du Brésil où il mène des recherches et enseigne depuis quarante-sept ans. Une pensée triste pour son épouse Neli Aparecida de Mello qui nous a quittés après un rude combat contre la maladie. *Hérodote* est fière de publier son ultime article.